

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Centre
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Gustave Muller

rue du Rhin
68600 VOLGELSHEIM

Références : 4343/AD/CE
Code AIOT : 0006704343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement Gustave Muller implanté 33 rue de Bayonne - 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gustave Muller
- 33 rue de Bayonne - 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006704343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gustave Muller est autorisée à exploiter un silo de céréales situé au port du Rhin à Strasbourg sis 33 rue de Bayonne.

Ces activités relèvent :

- du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2a : silos (capacité de stockage de 58 620 m³) ;
- du régime déclaratif au titre des rubriques :
 - 2260-2 : broyage, concassage, criblage (...) des substances végétales et tous produits organiques naturels (262 kW) ;
 - 2910-A2 : installations de combustion (puissance thermique de 26 MW).

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 08/07/2008.

Sont également applicables, les dispositions de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative (& suivi des constats de la visite du 13/06/2019) ;
- événements précurseurs d'explosions ;
- prévention des risques d'explosion et d'incendie ;
- nettoyage des installations ;
- valeurs limites des rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Evènements précurseurs d'explosions	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Température & humidité	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.11	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative & suivi des constats de la visite du 13/06/2019	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 1	Sans objet
5	Matériel	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.12	Sans objet
6	Zones à risques / Permis feu	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.4	Sans objet
7	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, articles 8.4 et 8.5	Sans objet
8	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformités :

Les **évènements précurseurs d'explosions** sont enregistrés sur différents supports (pérennes ou temporaires) mais le suivi des actions correctives mises en place, suite à leur survenue, n'est pas toujours formalisé.

De plus, aucune analyse des causes possibles de ces évènements n'est réalisée annuellement.

Le suivi des actions correctives mises en œuvre suite aux rapports de vérification des **installations électriques** n'est pas suffisamment formalisé. Aucune vérification des risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds sur ces installations, n'est mise en place.

Points susceptibles de traduire des non-conformités :

Concernant les risques liés aux phénomènes d'auto-échauffement, la consigne de « **conduite à tenir en cas d'auto-échauffement du grain** » présentée lors de la visite, est inadéquate. Il est attendu que l'exploitant fasse parvenir à l'inspection, une procédure adaptée aux installations et à leur mode de fonctionnement.

Observations :

D'une façon générale, les suivis (maintenance, actions correctives) ne sont pas suffisamment formalisés.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué préparer un dossier de « porter à connaissance » pour demander le classement des séchoirs en rubrique 2160 au lieu de la rubrique actuelle 2910.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative & suivi des constats de la visite du 13/06/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 1
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative & suivi de visite
Prescription contrôlée : <u>Suivi des constats de la visite du 13/06/2019 :</u> <ul style="list-style-type: none">- Sécurité : les caravanes (des prestataires) ne doivent pas rester dans la zone des effets irréversibles et donc être déplacées en dehors du rayon de 54 m à partir des cellules. (AP du 08/07/2008 art 15.1).- Nettoyage L'exploitant devra remettre en place une marque d'empoussièrement au sol au 5e étage. (AMPG du 29/03/2004 art. 13). <u>Situation administrative :</u> Article 1 - CHAMP D'APPLICATION (...) L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant : <ul style="list-style-type: none">- [A] 2160-2a : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable (capacité de stockage de 58 620 m³) ;- [D] 2260-2 : Broyage, concassage, criblage (...) des substances végétales et tous produits organiques naturels (262 kW) ;- [D] 2910-A2 : Installations de combustion (puissance thermique de 26 MW).
Constats : <u>Suivi des constats de la visite du 13/06/2019 :</u> <ul style="list-style-type: none">- Sécurité : les caravanes accueillant les prestataires ont été évacuées de la zone des effets irréversibles. Une seule caravane, qui n'est pas utilisée comme habitation, est parquée en bordure de la limite de propriété (à plus de 50m des silos et 54m de la tour de manutention).- Nettoyage : une marque d'empoussièrement est mise en place au sol du 5e étage. <u>Situation administrative :</u> Aucune modification n'est intervenue depuis la précédente visite, les installations sont conformes à celles répertoriées dans l'arrêté préfectoral.
Observations : L'exploitant a indiqué préparer un dossier de « porter à connaissance » pour demander le classement des séchoirs en rubrique 2160 au lieu de la rubrique actuelle 2910.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : événements précurseurs d'explosions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Article 5 (...) Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Certains événements susceptibles de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie (incident /accident), ainsi que d'autres anomalies d'exploitation, sont enregistrés sur différents supports (pérennes ou temporaires) comme un cahier de liaison ou le tableau blanc du poste de contrôle. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un registre dédié répertoriant tous les événements précurseurs d'explosion. De plus, aucune analyse des causes possibles de ces événements n'est réalisée annuellement. Il est à noter également que les anomalies et le suivi de leurs actions correctives ne sont pas tous répertoriés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection
Prescription contrôlée : Article 9 L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum : (...) <ul style="list-style-type: none"> - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529) (...). L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. (...)
Constats : L'exploitant a présenté les derniers rapports relatifs à : <ul style="list-style-type: none"> - la vérification des systèmes de protection contre la foudre, visite réalisée le 16/03/2023 dont la conclusion ne fait état d'aucune anomalie ; - la vérification des installations électriques effectuée le 31/08/2023 pour le rapport Q18 et le 18/10/2023 pour le rapport Q19. Le rapport Q18 fait état de six anomalies dont quatre ont déjà été corrigées et deux sont toujours en cours d'action corrective. Le rapport Q19 ne fait mention d'aucune anomalie. Aucun organisme n'a produit d'avis sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. L'exploitant a précisé que les installations électriques sont conçues de façon à ce que l'alimentation se coupe automatiquement au premier défaut électrique.

Le suivi des actions correctives mises en œuvre suite à ces rapports ne fait pas l'objet d'un formalisme particulier : l'exploitant se contente d'annoter les observations du rapport par des mentions telles que « en cours », « fait le ... » ou encore « en cours mais pas urgent ». L'inspection constate que, pour les observations autres que celles annotées « fait le ... », il n'est pas possible de connaître l'état d'avancement des opérations visant au retour à la conformité.

Par sondage, l'inspection a vérifié l'indice de protection de moteurs de vis situées dans la galerie sous grandes cellules (4000t) en zone ATEX, qui est IP 65.

Concernant l'infrastructure des installations, des fissures ont été observées au niveau des murs bétons de la galerie de reprise (sous les cellules de 2200t) dues à des problèmes d'infiltration. Des marquages ont été réalisés par l'exploitant pour surveiller l'état des fissures les plus importantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : température & humidité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.11

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Prescription contrôlée :

18.11

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Constats :

Le taux d'humidité est contrôlé au moment de la réception des récoltes et lors de la livraison de céréales en péniche. L'appareil utilisé pour le contrôle admet un maximum de 45% d'humidité.

La température est surveillée à l'aide de sondes et capteurs répartis au sein de chaque cellule.

Un panneau de contrôle permet de consulter :

- les seuils d'alarme, qui sont établis en fonction du type de céréale ;
- la température, qui est enregistrée en continu ;
- l'évolution des températures sur une période choisie (courbes) ;
- la surveillance des dispositifs de sécurité (avec indication de la défaillance des sondes et capteurs). L'entretien de ce matériel est assuré une fois la cellule vide.

Un test a été réalisé à la demande de l'inspection : un dépassement de température seuil a été simulé. Ce dépassement a entraîné le déclenchement d'une alarme visuelle sur le tableau de contrôle. Les actions correctives prévues dans ce cas sont manuelles (enclenchement d'une phase de ventilation).

Le contrôle de la température par les opérateurs, est réalisé à l'arrivée du personnel sur site puis plusieurs fois par jour. Des rondes ont également lieu, pour vérifier l'absence de dégagement de fumée et l'absence d'odeur suspecte aux abords des cellules remplies de grains.

Observations :

Une procédure intitulée « conduite à tenir en cas d'auto-échauffement du grain » (version 04/2014 - réf. 5G310A) a été présentée. Cependant après avoir interrogé l'exploitant, il s'avère qu'elle n'est pas adaptée aux installations et n'est appliquée que partiellement par le personnel du site.

<p>En effet, certaines étapes prévues ne peuvent être réalisées comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le trans-silage (impossible puisque les cellules de l'exploitation sont pleines) ; - l'utilisation de mousse à haut foisonnement sur le dessus du grain (impossible car le site n'en est pas équipée) ; - l'utilisation de mousse sur grains et la vidange de la cellule lorsque le grain libère de la fumée (dans ce cas l'exploitant a indiqué que le personnel prévient les services de secours et quitte l'installation pour des raisons de sécurité). <p>Il est attendu que l'exploitant fasse parvenir à l'inspection, une procédure adaptée aux installations et à leur mode de fonctionnement.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : matériel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection
<p>Prescription contrôlée : 18.12</p> <p>Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.</p> <p>Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...)</p> <p>Constats :</p> <p>Les filtres à manches sont protégés par un événement, situé à l'extérieur (en façade).</p> <p>Les filtres sont contrôlés une fois par an, des consignes sont disponibles pour les agents en charge de leur entretien.</p> <p>La dernière vérification du système de dépoussiérage a eu lieu le 23/03/2023. La synthèse du rapport de visite fait mention de plusieurs anomalies. Des actions correctives ont été mises en œuvre, d'autres sont toujours en cours mais celles-ci ne sont pas formalisées dans un suivi.</p> <p>Le contrôle des équipements de transports, incluant leurs dispositifs de sécurité (contrôleurs de rotation, déports de sangles et bandes...), est réalisé annuellement par autocontrôle (avec consignes pour le personnel) et maintenance préventive effectuée par une société prestataire.</p> <p>Le dernier rapport de maintenance préventive date de janvier 2023 et fait état de seize équipements évalués en "mauvais état" et un "à remplacer".</p> <p>Le suivi des actions correctives mises en œuvre, suite à ce rapport et à l'autocontrôle, n'est pas suffisamment formalisé : il n'est pas possible de connaître l'état d'avancement des opérations visant au retour à la conformité. De plus, l'exploitant a indiqué ne pas toujours être en accord avec les évaluations de la société assurant la maintenance préventive. Dans ces cas précis, les préconisations énoncées dans le rapport ne sont pas prises en compte et l'exploitant n'a pas pu présenter d'éléments justifiant ses décisions.</p> <p>Par sondage, l'inspection a fait procéder au déclenchement d'un détecteur de bourrage sur l'équipement de manutention TL3. Le capteur est fonctionnel, le dysfonctionnement est alors indiqué sur le panneau de contrôle et une alarme sonore retentit.</p>

Le double asservissement à l'aspiration (au démarrage et en fonctionnement) est mis en place. Les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit passe automatiquement en phase de vidange.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Zones à risques / Permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Prescription contrôlée :

18.4

(...) La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

L'exploitant a présenté les deux derniers permis feu délivrés sur site, en date du 13/09/2023 (personnel Gustave MULLER) et du 07/06/2023 (entreprise extérieure).

Par ailleurs, un container est mis à disposition à l'extérieur des installations, pour réaliser des travaux susceptibles de créer des points chauds et éviter ainsi qu'ils ne soient effectués dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, articles 8.4 et 8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

Article 8.4 - AIR - Valeurs limites de rejet

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :

- Nature de l'installation : Filtre du séchoir Séchoir

- Paramètres / Concentration en mg/Nm³ :

Poussières / 20

CO / 50

NOx / 100

Article 8.5 - AIR - Contrôle des rejets

Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Contrôles périodiques :

- Nature de l'installation : Filtre du séchoir Séchoir

- Paramètres / Périodicité : Poussières, CO et NOx / Annuelle, en période de séchage.

Constats :

Les résultats de poussières, CO et NOx présentés pour les années 2020 à 2022 sont conformes aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral.

Une campagne de mesures des rejets atmosphériques était programmée pour 2023 mais aucune analyse n'a pu être réalisée. L'exploitant a présenté les éléments expliquant cette absence (le séchoir n'a fonctionné que sur une courte période et les rendez-vous planifiés ont dû être reportés, à plusieurs reprises, par manque de matières à sécher).

OBSERVATIONS :

Les VLE indiquées sur les rapports d'analyses établis par le prestataire désigné par l'exploitant, ne

sont pas conformes aux prescriptions de l'article 8.4 de l'arrêté préfectoral du 08/07/2008 :

- 30 mg/Nm³ pour les poussières au lieu des 20 mg/Nm³ autorisés ;
- 100 mg/Nm³ ou 86 ppm pour les CO au lieu de 50 mg/Nm³ autorisés (soit 40ppm) ;
- 225 mg/Nm³ ou 110 ppm pour les NOx au lieu de 100 mg/Nm³ autorisés (soit 48 ppm).

De plus, la référence réglementaire citée (arrêté du 30/07/2003) est abrogée depuis le 01/01/2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2008, article 18.10

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. (...)

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

L'inspection a procédé à un contrôle visuel par sondage, du niveau d'empoussièrement :

- des 7 niveaux de la tour de manutention ;
- des 2 transporteurs du 6e étage (TB1 et TB2) ;
- des transporteurs des 2 galeries de reprise.

Tous les marquages au sol sont bien visibles et aucun nuage de poussière n'a été constaté.

Un léger dépôt de poussière est perceptible sur certains équipements situés en hauteur (non accessibles à hauteur d'homme) et par endroits au niveau des chemins de câble du transporteur à bande situé au-dessus des grandes cellules.

Les fosses de réception et les abords extérieurs, des cellules et séchoirs, sont bien entretenus.

Un permis d'utilisation doit être délivré pour l'usage des soufflettes à air. Le format du permis a été vu.

Celles-ci sont stockées dans des casiers. Une soufflette était posée sur le dessus du casier mais n'était pas branché à un réseau d'air comprimé.

Une soufflette fonctionnelle est disponible à l'extérieur de la tour de manutention, au niveau des fosses de réception. Un affichage, partiellement caché par un poteau structurel, indique que ce matériel est destiné à souffler uniquement les vêtements.

Type de suites proposées : Sans suite

